

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — E.mail : soiretraite@gmail.com

LIBRE DÉBAT

Retraites de misère pour les travailleurs de l'EDGB de Tizi Ouzou

Encore une fois des travailleurs mis à la retraite avec une petite pension : ils faisaient partie des unités de l'EDGB. Ils s'estiment victimes d'engagements non tenus par les pouvoirs publics et privés de leurs droits. Leurs unités ont été liquidées contre leur volonté de les reprendre à leur compte.

À messieurs les responsables en charge du dossier de liquidation des unités EDGB à Tizi-Ouzou centre-ville et Nouvelle-Ville sous leur code 545 et 826.

Nous vous rappelons qu'après cette liquidation, nous espérons reprendre le droit de nos actifs, seulement au bout de dix mois d'attente, il y a eu cette note surprise émanant de l'ex-wali nous signifiant que les unités des chefs-lieux de wilaya ne sont pas cessibles aux travailleurs, nous laissant deux choix : rejoindre l'une des unités dans le territoire de la wilaya ou aller au chômage.

Cela a injustement bouleversé les destinées de nos carrières respectives et la vie de nos familles.

Et pourtant, initialement, les travailleurs ont reçu des fiches de vœux à travers lesquelles la majorité a opté pour la reprise des actifs. Devant cette fermeté et croyant que la cession se ferait au profit de l'utilité publique, les travailleurs ont opté pour le chômage avec,

toutefois, une mention de réserve que certains ont émise sur leurs fiches de vœux.

Cette sortie nous a amenés bien entendu vers des retraites de misère (les plus basses à l'échelle nationale).

Cette catastrophe a un lien direct avec notre direction d'alors qui a utilisé un subterfuge pour retirer l'indemnité d'expérience professionnelle de nos salaires. Mais nous y reviendrons dans un autre chapitre ultérieurement.

Dans ce parcours, nous avons laissé derrière nous les fruits d'un labeur et d'un droit de préemption dûment prévu par les lois de la République dont les autorités de l'époque nous ont privés.

Avec le temps, la mauvaise foi a été mise à nu par notre constat en relevant que par acharnement, l'immeuble a été subtilisé aux travailleurs au profit de l'Ansej et à de supposés promoteurs.

En clair, cette note n'est qu'un leurre qui justifie la confiscation de nos droits au profit d'autrui avec une complicité complaisante. La présence, entre autres, d'une crèmerie et d'une cafétéria dans cet espace vous renseignera sur l'absence d'une assise juridique quant à ces attributions fallacieuses.

Ceci se vérifie à travers le caractère commercial qui existe toujours dans cet espace et point d'utilité publique, donc de grâce, rendez-nous notre bien. Nous continuons à croire que nos responsables finiront un jour par lever le voile avec une décision courageuse et mettre fin à ce déni de droit.

Le collectif des travailleurs

DROIT À LA RETRAITE

Peut-on encore racheter des années manquantes ?

Pour ouvrir droit à une pension de retraite, sur le minimum exigé de quinze (15) ans, vous devez obligatoirement justifier d'un travail effectif d'une durée de 7 ans et demi qui a donné lieu à un versement de cotisations de sécurité sociale.

Si vous êtes âgé au moins de 60 ans, et que vous êtes toujours en activité, mais que vous ne réunissez pas les 15 années de travail et d'assurance exigées, vous pouvez bénéficier d'une validation

d'années d'assurance dans la limite de 5 ans. Cette validation est conditionnée par le versement d'une cotisation de rachat et d'une contribution forfaitaire à la charge exclusive du demandeur.

La validation est de : 5 ans au maximum si le travailleur est âgé de 60 ans ; 4 ans au maximum si le travailleur est âgé de 61 ans ; 3 ans au maximum si le travailleur est âgé de 62 ans ; 2 ans au maximum si le travailleur est âgé de 63 ans ; 1 an

au maximum si le travailleur est âgé de 64 ans. C'est ce qui figure sur le site Internet de la CNR. Mais selon de nombreux lecteurs concernés, cette disposition de rachat d'années de cotisation manquantes ne serait plus en vigueur dans les agences de wilaya de la CNR.

Cette dernière devrait s'en expliquer ; et si on ne peut plus racheter des années de cotisation, la CNR doit dépoussiérer son site web.

LSR



COURRIER DES LECTEURS

Calcul de la pension

Je vous prie de répondre à cette question, et ce, pour convaincre mon ami Belkacem. Quand une personne part en retraite, est-ce que ce sont les cinq dernières années qui sont prises en considération ou bien les cinq meilleures de sa carrière ? Merci de me répondre.

M. Reguig Yahia, Delys

RÉPONSE : L'une et/ou l'autre : ce qui est le plus avantageux pour le salarié. Cela peut être par exemple les 3 dernières années et les 2 meilleures en terme de salaires déclarés.

Devoir d'écrire et droit de réponse (l'art et la manière)

Merci pour l'équipe du *Soir d'Algérie* pour sa bonne volonté et son courage journalistique, respectueusement et d'une manière objective et brève. J'observe de nos jours le manque total de civisme, de modernisation de nos administrations.

Ce qui reflète un manque de respect vis-à-vis des citoyens. Pour ainsi dire, je cite les services de la Sécurité sociale (Cnas - ministère - direction générale - antenne de wilaya).

J'ai constaté ces faits suite à de nombreux écrits par voie postale et par courriel qui sont restés sans suite et sans la moindre considération, sans parler de ces cellules d'écoute et ces services de médiation qui portent par leur négligence toute l'impunité de graves préjudices moraux et le mépris de ces pauvres citoyens. Messieurs les responsables des institutions étatiques, où sont votre conscience professionnelle, votre sens moral, votre nationalisme pour un monde moderne, civique ? On ne vous demande pas la lune.

Par contre une petite volonté et un minimum de conscience et de discipline car s'il y avait contrôle de ces services pour le courrier sans réponse et aussi le système de recrutement et ce royaume de la «maârifâ» (piston) la véracité jaillirait. Je dis ce que je constate mais sans trop espérer et avec tous mes respects car il faut bien le dire : «On ne fera jamais des ânes des chevaux de course.» Quand l'injustice et le mépris deviennent des lois, le soulèvement populaire devient un droit et un devoir.

S. B.

80% pour 32 années de cotisation effectives

En premier lieu, je vous remercie pour votre rubrique «Retraite» du *Soir d'Algérie*, dont je suis un lecteur assidu. Etant un diplômé d'Etat (ingénieur), ayant 20 ans de service et 51 ans d'âge, je voudrais savoir est-ce qu'il y a une loi qui dit que tout diplômé d'Etat répondant à la condition sus-citée bénéficierait d'un taux de 70% en cas de départ à la retraite quel que soit le nombre d'années de travail au-delà des 20 ans exigés comme minimum requis ?

Oulbani Amar

RÉPONSE : Non. C'est uniquement 80% du taux de pension à condition de cumuler 32 années de cotisation effectives.

Deux années de service national

Je suis retraité depuis fin 2012, je viens de bénéficier d'une révision de ma retraite concernant mon service national dont j'ai effectué 2 années (1980 et 1981), alors qu'on ne m'a accordé qu'une année et demie. Est-ce que c'est légal ? Merci.

Mouhamed Boukssessa

À nos lecteurs

Ayant consacré deux «*Soir Retraite*» successifs en juillet 2015 aux questions des lecteurs sur la Casnos, nous avons accumulé beaucoup de courrier non encore publié (adressé via Internet ou par voie postale) — situation aggravée par la non-parution du «*Soir Retraite*» pendant tout le mois d'août.

Nous tenons d'abord à rassurer nos lecteurs : nous publierons leur courrier au fur et à mesure, nous leur demandons d'être patients et surtout de ne pas procéder à un 2^e, voire 3^e envoi. Par ailleurs, faites en sorte de privilégier l'envoi par Internet (pas sous forme d'image, c'est-à-dire courrier saisi puis scanné) et d'être le plus succinct possible.